

Intervention du président Charles Michel en compagnie du premier ministre grec Mitsotakis à Athènes

Monsieur le premier ministre, très cher Kyriakos, c'est un plaisir pour moi d'être de retour en Grèce, de retour en particulier à Athènes. C'est la deuxième comme président du Conseil européen que j'ai l'occasion de venir dans ton pays. La première fois, c'était pour redire le soutien de l'Union européenne lorsque, au mois de mars, une pression très forte a été portée sur la question migratoire. Je dis "en particulier", parce qu'être présent ici, en Grèce, à Athènes, dans le berceau de la démocratie, ça me rappelle les plus jeunes années lorsque, étudiant en Belgique, j'apprenais le latin et le grec. J'étais bercé par cette culture extraordinaire, par cette méthodologie qui a eu un impact tellement fort sur le projet européen qui nous rassemble et qui nous mobilise les uns et les autres. Ce socle commun de valeurs - l'État de droit, la démocratie, le respect des libertés personnelles - est le fondement de cette ambition politique qui est partagée.

Je voudrais à mon tour adresser quelques commentaires sur les quelques points que tu as mentionnés.

Le premier point, naturellement: la question migratoire est un défi pour l'Union européenne. Ce n'est pas un défi pour quelques États membres qui sont en première ligne, c'est au-delà de cela, la nécessité de trouver la capacité avec l'ensemble des États membres pour adresser une réponse qui soit juste, qui soit forte et qui soit efficace. Être mobilisés pour faire reculer la migration illégale, être mobilisés pour progresser afin qu'on ait davantage de convergences dans nos systèmes d'accueil des migrants et dans le système qui vise à octroyer le droit d'asile lorsque les conditions sont rencontrées. Être plus efficace en termes de politique de retour pour ceux qui ne rentrent pas dans les critères qui sont fixés. Et organiser cette démonstration de solidarité d'un côté, mais également de responsabilité, et, tu l'as évoqué, nous aurons l'occasion de poursuivre le débat dans l'enceinte européenne pour une réponse davantage européenne, au départ des propositions que la Commission européenne mettra sur la table très prochainement, avant la fin du mois. Et nous pourrons, je l'espère, progresser de manière plus opérationnelle, plus concrète.

J'aurai l'occasion de visiter, en compagnie de membres du gouvernement, l'île de Lesbos. Parce que je voulais voir de mes propres yeux quelle est la réalité à laquelle nous sommes confrontés. Je veux d'emblée dire à quel point nous mesurons la prise de responsabilité de ton gouvernement face à cet événement qui est un événement extrêmement brutal, et la capacité en quelques heures, en quelques jours, d'apporter des réponses. Je veux te dire aussi la mobilisation de l'Union européenne pour venir en soutien, en solidarité, et en concordance avec les priorités qui sont les tiennes sur l'île de Lesbos, en lien avec la situation à laquelle vous êtes, et à laquelle nous sommes, confrontés.

Le deuxième point évoqué: le prochain sommet européen sera particulièrement consacré à la situation de la Méditerranée orientale et aux relations entre l'Union européenne et la Turquie. Tu l'as évoqué et je veux l'affirmer ici: la question de la stabilité, la question de la sécurité en Méditerranée et spécialement en Méditerranée orientale, la question de la prédictibilité de nos relations extérieures, n'est pas seulement l'affaire de la Grèce ou de Chypre, c'est l'affaire de l'Union européenne. Je veux dire formellement, solennellement, la solidarité de l'Union européenne, parce que nous considérons que tous les États membres doivent être respectés.

Et c'est ça aussi le sens de ma présence ici: c'est d'affirmer ce message sans ambiguïté et c'est aussi, comme nous avons commencé et nous allons continuer à le faire, de travailler ensemble de manière intense, constructive et précise pour voir comment nous pouvons progresser et progresser avec une double démarche. D'une part, nous sommes prêts à être fermes, à être stricts pour faire respecter des principes qui sont essentiels pour nous et pour nos États membres, pour la Grèce et pour Chypre.

Et d'autre part, nous sommes prêts également à ouvrir les bras pour montrer qu'un agenda positif est possible, s'il y a une volonté commune de respecter des principes qui sont à nos yeux extrêmement essentiels. Ce sera un point majeur qui sera débattu au sommet de l'Union européenne au travers du prochain Conseil européen, le 24 et le 25. Nous allons donc activement continuer à travailler tout au long des prochains jours pour préparer convenablement cette réunion afin que ce soit l'occasion d'affirmer l'unité de l'Union européenne, d'affirmer aussi la force de l'Union européenne parce que nous considérons effectivement que cela relève

de l'intérêt stratégique de l'Union européenne. Garantir la désescalade et garantir plus de stabilité et plus de sécurité, c'est le sens de l'approche que nous voulons développer.

Je salue ton implication, je salue ton engagement et je voudrais aussi dire que nous débattons de cette idée d'une conférence multilatérale parce que là, au-delà du dialogue bilatéral, il y a la nécessité, probablement, de mettre autour de la table les différents pays afin d'aborder les différents sujets. Les questions maritimes sont un sujet, il y en a d'autres: les questions énergétiques, les questions de sécurité, les questions de développement économique, de coopération dans différents domaines doivent pouvoir aussi être abordés, s'il devait y avoir cette volonté constatée avec sincérité d'aller de l'avant dans un agenda qui soit plus positif et plus prévisible qu'il ne l'a été ces derniers temps.

Enfin, il y a un troisième point que je voudrais mettre en œuvre, mettre en évidence brièvement. Au mois de juillet, l'Union européenne avec un sommet historique par sa longueur, quatre jours et quatre nuits, a adressé un signal fort de confiance et d'optimisme face aux citoyens européens, mais aussi à l'adresse du reste du monde. Ensemble, nous sommes mobilisés pour engager 1.800 milliards d'euros, pour apporter une réponse forte et dans l'unité à un défi auquel nous sommes confrontés, le défi du COVID-19. Nous allons donc continuer à travailler ensemble pour gérer aussi bien que possible cette crise qui nous frappe et faire en sorte que l'on puisse se relever le plus vite possible sur le plan économique. Je te remercie.

Press office - General Secretariat of the Council

Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUSSELS - Tel.: +32 (0)2 281 6319

press@consilium.europa.eu - www.consilium.europa.eu/press